

**PÊCHE ANNUELLE DE THON ROUGE**

# L'Algérie a pêché la totalité de son quota

**Pour la seconde année consécutive, l'Algérie a pêché la totalité de son quota annuel de thon rouge alloué par la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (Cicta). C'est le département de l'agriculture qu'il l'a annoncé, hier, en indiquant que 450 tonnes de thon rouge ont été pêchées par l'Algérie.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Selon la même source, onze thoniers-senneurs ont été autorisés à participer à la campagne 2016, qui s'est déroulée du 26 mai au 24 juin. Ces derniers ont capturé l'ensemble du quota fixé à 450 tonnes sur l'année en cours. A ce propos, on indique qu'outre les redevances domaniales de 11,75 millions de dinars générées par cette campagne, les recettes en devises résultant des opérations d'exportations du thon rouge vivant s'élèveront à près de 5 millions de dollars, précise la même source.

«Ces résultats positifs ne manqueront pas de renforcer la position de l'Algérie au sein de la Cicta pour la récupération de son quota historique», ajoute la même source. A en croire des sources proches du département de l'agriculture, le

quota de l'Algérie relatif à la pêche du thon rouge en Méditerranée sera augmenté progressivement de 450 tonnes actuellement à 543 tonnes d'ici 2017.

L'Algérie a su, en effet, mettre à profit la dernière réunion qui s'est tenue à Gênes, en Italie, du 10 au 17 novembre dernier, pour relever à la hausse son quota et tirer, ainsi, profit du Total autorisé de capture (TAC) de thon rouge en Méditerranée fixé à 23 256 tonnes.

Cette augmentation rapproche l'Algérie de sa quote-part annuelle historique qui était de 680 tonnes en 2010. Absente à la réunion de la Cicta en France en 2011, l'Algérie a été dépouillée, faut-il le rappeler, de la plus grande partie de son quota de pêche au thon.

Profitant de cette absence, la Cicta avait réduit le quota de



Le quota de l'Algérie sera augmenté progressivement.

l'Algérie pour le porter à 1% du Total admissible des captures (TAC) contre 5% auparavant. Les 418 tonnes retirées avaient été partagées entre quatre pays : Libye, Turquie, Égypte et Syrie. Lors de sa réunion d'Agadir en 2012, cette organisation intergouvernementale avait reconnu le tort

causé à l'Algérie. Depuis, les délégués algériens n'ont cessé de réclamer une augmentation du quota par rapport au TAC, lequel est dicté par les scientifiques en se basant sur l'état du stock mondial du thon rouge qui était une espèce victime de surpêche. En 2013, le comité scientifique de la Cicta a

annoncé une reconstitution rapide du stock du thon rouge, un poisson évoluant entre la Méditerranée et l'Atlantique est, l'estimant à 585 000 tonnes contre 150 000 tonnes en 2008.

En se basant sur ces données, l'organisation a décidé en 2014 d'augmenter le TAC de 13 500 t à 23 155 t sur quatre ans, soit jusqu'en 2017. Pour rappel, le comité international de protection du thon rouge avait accordé en novembre dernier à l'Algérie, lors d'une session extraordinaire, organisée à Gênes en Italie, la permission de doubler sa quote-part, jusqu'à l'horizon 2017, en prévision de la récupération de son quota initial, estimé à 5% de la production globale de thon rouge, pour atteindre, à cette échéance, un volume de 543 tonnes.

Lors de cette même réunion, cette organisation mondiale avait augmenté le quota de pêche de thon rouge de l'Algérie à 370 t en 2015 et à 460 t en 2016 avant d'arriver à 543 t en 2017 et à 650 tonnes en 2018.

A. B.

**CONCOURS DE RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS**

## Début des épreuves orales hier

**Début depuis hier et pendant deux jours des épreuves orales du concours de recrutement des enseignants. 148 689 candidats concourent pour 28 000 postes d'enseignants dans les trois cycles confondus. Les résultats seront connus, jeudi prochain, 7 juillet.**

**Salima Akkouché - Alger (Le Soir)** - Dernière ligne droite pour les candidats ayant postulé pour le concours de recrutement des enseignants. Les 148 689 postulants ayant réussi leurs épreuves écrites terminent aujourd'hui les épreuves avec l'oral.

Les candidats ont eu à répondre à une question chacun après un tirage au sort, devant un jury composé de trois membres. Des questions liées beaucoup plus à la capacité d'analyse et de communication de

l'enseignant et son comportement vis-à-vis de l'élève.

Les candidats devront attendre jusqu'à jeudi prochain, 7 juillet, pour connaître les résultats qui seront publiés sur le site de l'Onec. Les lauréats vont devoir, par la suite, suivre une formation d'une quinzaine de jours avant de prendre leurs postes à la rentrée.

La ministre de l'Education nationale a invité les partenaires sociaux à assister au déroulement des corrections pour garantir la transparence.

Le secteur qui souffre d'un besoin annuel de près de 20 000 postes propose 28 000 postes sur concours. Cependant, l'objectif de la ministre de l'Education est d'arriver d'ici cinq ans à recruter directement des enseignants sortant des Ecoles normales supérieures (ENS).

D'ailleurs, son département a déjà exprimé ses besoins d'ici à 2030. Ces besoins ont été soumis au ministère de

l'Enseignement supérieur. Le concours a été précédé par un large mouvement de protestation initié par les enseignants contractuels, soutenu par des syndicats du secteur. Ces derniers ont exigé une intégration sans condition.

Au final, le gouvernement et sur la base de l'égalité des chances pour tous les citoyens de concourir dans le cadre de la Fonction publique, leur a accordé la valorisation de l'expérience professionnelle dans la notation.

La Fonction publique va accorder donc jusqu'à six points pour l'expérience professionnelle à raison d'un point pour une année d'expérience. La ministre de l'Education, pour sa part, a promis de renouveler les contrats des candidats qui ne seront pas admis dans ce concours.

Nouria Benghebrat qui est sur un chantier de réformes, promet, par ailleurs, de recruter les meilleurs dans son secteur.

S. A.

**EN VUE DE LA RESTITUTION DES CRÂNES DE RÉSISTANTS****ALGÉRIENS DÉTENUS PAR LA FRANCE**

## La société civile se mobilise

**La société civile notamment des historiens et des juristes dénoncent l'«emprisonnement» des crânes des résistants algériens détenus par la France, ainsi que le silence qui entoure cette affaire. L'association Machaâl Echahid se mobilise et lance ainsi une pétition pour leur restitution.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - Cinquante-quatre ans après l'indépendance, la France continue à réquisitionner les crânes de chefs de la lutte révolutionnaire de l'Algérie. Ils seraient au nombre de trente-six martyrs dont «la France coloniale a profané les cadavres en les décapitant afin de terroriser la population pour ensuite les transférer en France comme trophées de guerre», explique le Dr Mohamed Lahcen Zeghidi, professeur d'histoire à l'université d'Alger.

Parmi eux, l'on cite Chérif

Boubaghla, Cheikh Bouziane, Moussa Edderkaoui, Si Mokhtar Ben Kaddour Ettitroui et Aïssa El Hamadi dont les crânes se trouvent au Musée national d'histoire naturelle à Paris.

«Aujourd'hui, il est temps de restituer les crânes des résistants algériens. Il en est de la mémoire de ces martyrs dont les crânes sont toujours captifs et exposés au Musée à Paris», dit-il.

Intervenant, hier, au forum du quotidien *El Moudjahid* à Alger, l'historien estime que la position officielle exprimée par

le ministère des Moudjahidine doit être consolidée et soutenue par une revendication populaire. C'est justement le cas puisque l'association Machaâl Echahid lance une pétition pour récupérer les crânes de ces révolutionnaires. «Il n'est plus question de reculer. Il faut que ces crânes soient récupérés et que ces chevaliers puissent enfin être inhumés décemment auprès de leurs compagnons de lutte et des millions de martyrs qui leur ont succédé», ajoute-t-il.

De son côté, M<sup>e</sup> Fatma-Zohra Ben Brahim estime qu'aujourd'hui, avec l'instauration de nouvelles lois, il est possible de restituer les crânes de martyrs algériens. «Aujourd'hui, nous disposons des lois des Français qui nous permettent

de récupérer ces crânes. La société civile, les familles et les petits-enfants de ces martyrs ont le droit de les réclamer et notre devoir est justement de les restituer», dit-elle.

Une mission qui lui semble «faisable» puisque explique-t-elle «les Maoris et la déesse verte qui est une femme originaire de l'Afrique, ont été récupérés. Pourquoi ne pas pouvoir restituer les crânes des révolutionnaires algériens ? ».

D'autant plus, poursuit M<sup>e</sup> Ben Brahim, «ces crânes ont été retirés de la collection muséale et ont été isolés à l'abri des regards et des curiosités. Cela signifie qu'aujourd'hui, ils ne sont plus la propriété du musée mais des objets qui attendent à être restitués».

Ry. N.

**BEDOUI RENCONTRE LES WALIS DE L'EST DU PAYS**

## L'action des collectivités locales décriée

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales Nouredine Bedoui a rappelé, lors de son intervention à l'ouverture de la rencontre régionale qui l'a regroupé avec les walis de la région Est du pays, tenue hier à Constantine, que le temps des transferts centraux sur le budget de l'Etat pour combler les déficits des collectivités locales est révolu.

Ces dernières et à leur tête les chefs de l'exécutif devront faire face au défi de la mise en place d'une économie locale forte générant une fiscalité suffisante pour garantir un service public performant. Une équation qui hante la plupart des édiles et responsables locaux vulnérables, semble-t-il, à l'assistanat du pouvoir central et aux pesanteurs bureaucratiques qui tétanisent le pays. «Les collectivités locales devraient être un appui et un apport à l'Etat et au développement économique du pays et non pas une charge supplémentaire», dira le ministre qui reconnaît que les résultats ne sont guère satisfaisants depuis la dernière rencontre gouvernement-walis d'août 2015.

Un deuxième conclave est prévu dès la prochaine rentrée sociale et c'est précisément à cet effet que ces rencontres régionales sont organisées sous l'égide du ministère de l'Intérieur pour évaluer l'action des différentes wilayas quant à l'application des directives issues du dernier rassemblement et la préparation du prochain rendez-vous. Aussi, Nouredine Bedoui réitérera la nécessité pour les walis d'accompagner la dynamique économique locale en attirant l'investissement productif et créateur de richesse, à travers la facilitation des procédures pour les investisseurs et l'aménagement de nouvelles zones d'activité.

«L'Etat ne viendra en soutien qu'aux projets créateurs de richesse et aux wilayas qui auront adopté l'approche économique du gouvernement», laissera entendre le ministre en invitant les walis et les collectivités locales à faire un effort supplémentaire s'agissant de la rationalisation de leurs dépenses. Foncier industriel, recouvrement fiscal et service et services publics ont été également au centre des préoccupations soulevées par le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales qui n'a pas manifesté que des satisfecits mais également des remontrances.

K. G.